

RENÉ GIRAULT

*La fin des Empires,
des Ottomans aux Britanniques*

La loi du plus fort paraît inscrite dans la logique des rapports entre groupes humains depuis les temps les plus reculés. Sous des formes diverses, usant de moyens différents, des conquérants ont construit des Empires dans toutes les périodes de l'histoire. Les uns semblent dus à la seule volonté de grands chefs de guerre ; d'autres obéissent à la poussée de peuples nomades, menés par des hommes de foi ; d'autres construits par étapes sont fruits de mariages princiers, d'alliances dynastiques ; d'autres enfin résultent de besoins d'expansion économique, tels le manque de terres à coloniser ou la recherche d'approvisionnements à bon marché. Quelle que soit l'origine de l'Empire, celui-ci se caractérise par deux principes complémentaires. D'une part, la loi du plus fort aboutit à nier le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes pour les populations insérées dans le territoire impérial ; faire admettre une spécificité nationale au sein de l'Empire est interdit ; les peuples doivent se fondre soit artificiellement dans la Nation dominatrice, soit dans un ensemble plus lâche, de nature politique, ou linguistique ou religieuse ou raciale. Construction plus théorique que réelle.

D'autre part, l'Empire a une tendance marquée, voire irrépressible, à unifier sous une même règle politique, économique, religieuse, culturelle, les vastes et divers territoires placés sous son autorité, sans reconnaissance véritable des spécificités locales. D'un côté comme de l'autre, l'Empire n'est pas, ne peut pas être, multinational. Il simplifie les données des groupes ethniques en les réduisant à un seul cadre, celui du groupe dominateur. Les Empires romain, chinois, perse, inca, ottoman, allemand, russe, britannique constituent autant d'exemples variés dans l'espace et le temps.

Aussi, obéissant à une dialectique interne, les nationalités opprimées ou niées ont une contre-tendance, également marquée, voire irrépressible, à vouloir exister, fut-ce en faisant disparaître l'Empire. Ce que Jean-Baptiste Duroselle résumait dans le titre de son livre sur la méthodologie de l'histoire des relations internationales, *Tout Empire périra*¹. Toutefois, la fin des Empires signifie-t-elle que les nationalismes ont été, sont et seront toujours triomphants en leur originalité primitive ? Ou bien, les nationalismes furent-ils et sont-ils marqués par leur insertion, plus ou moins durable, dans l'Empire par essence centralisateur et unificateur ?

L'histoire de la fin des Empires aux XIX^e et XX^e siècles devrait nous apporter d'utiles enseignements.

L'apogée des Empires modernes

Vers la fin du XIX^e siècle, dans le monde entier, les Empires paraissent triompher. En Europe, les Empires allemand, austro-hongrois, russe dominant le centre et l'est du continent, tandis que les Etats d'Europe occidentale se partagent la domination des continents africain et asiatique. Les Empires coloniaux britannique, français, belge, néerlandais, portugais sont si puissants qu'ils forment la base de la réflexion théorisante sur l'Impérialisme ; en Asie, les régions qui demeurent formellement indépendantes sont souvent des Empires, tel l'Empire chinois (même si la dynastie régnante est mandchoue), l'Empire perse et l'Empire ottoman qui rassemble les territoires du Moyen-Orient et de la Péninsule arabique. Seule l'Amérique latine a obtenu son indépendance au début de ce siècle, suivant l'exemple des Etats-Unis d'Amérique du Nord. En fait, la domination britannique, politique ou économique, sur la majeure partie de l'Amérique du Sud subsiste, contrebalancée par la puissance yankee ; anticolonialistes par principe, les leaders des Etats-Unis n'hésitent pas à pratiquer la politique dite du « Gros Bâton » à l'encontre de ceux qui se risquent à vouloir être véritablement indépendants. Ainsi, partout, c'est le régime impérial qui domine².

La différence entre ces divers Empires est évidente. Les « vieux Empires », restes de constructions médiévales ou de siècles précédents, n'ont rien de commun avec les Empires coloniaux récents si ce n'est le titre même d'Empire. L'Empire chinois, comme l'Empire

1. J.-B. Duroselle, *Tout Empire périra : une vision théorique des relations internationales*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1982.

2. Pour une analyse plus poussée, voir R. Girault, *Diplomatie européenne et Impérialismes 1870-1914*, Paris, Masson, 1979.

perse et l'Empire ottoman doivent leur survie non à leur puissance propre, mais aux antagonismes des grandes puissances également attirées par des zones encore à dominer, mais également intéressées à empêcher le succès de l'une d'entre elles. La Chine est trop vaste pour être soumise à un seul et les puissances se rallient volontiers à la politique de la « Porte ouverte » préconisée par les Etats-Unis, utile moyen pour une forte pénétration économique sans avoir à assumer les charges de la police politique sur ce vaste territoire. En Perse, le partage entre les convoitises russe et britannique a pu se faire en laissant subsister une zone dite « neutre » et un régime impérial inoffensif car facile à soudoyer. L'Empire ottoman est protégé par le principe de « l'intégralité de l'Empire », constamment réaffirmé par les protecteurs allemand et français tant que ceux-ci n'ont pas pu se mettre d'accord pour un partage des terres ; les Britanniques sont plus enclins à vouloir détacher des zones de l'Empire, zones arabes surtout, d'où un certain soutien aux revendications des populations et dynasties arabes ; en fait, à la veille de la première guerre mondiale, les grandes puissances en viennent à se partager l'Empire ottoman en zones d'influence, la France envisageant la solution d'une « Grande Syrie » sous autorité exclusive de la France, tandis que les autres trouveraient ailleurs leur part. Au fond, l'impérialisme colonial a plus de chance de se développer en Asie, à la veille de la première guerre mondiale, que les nationalismes locaux de s'imposer. Le grand mouvement de la colonisation moderne ne paraît pas devoir bientôt s'arrêter.

Le choc de la première guerre mondiale

La première guerre mondiale bouleversa la situation précédente. Les origines du conflit mirent en valeur le rôle des nationalismes. L'idéologie marxiste-léniniste devait plus tard souligner le poids des « luttes impérialistes » dans le déclenchement de cette guerre ; la brochure de Lénine *L'Impérialisme, stade suprême du Capitalisme* contribua beaucoup au schéma suivant : les rivalités interimpérialistes pour le partage du monde débouchaient inévitablement sur un affrontement armé, les conquêtes coloniales devenant de plus en plus difficiles à entreprendre dans un monde entièrement soumis à la loi capitaliste. En réalité, les travaux des historiens ont bien mis en relief l'influence des flambées nationalistes dans les origines de ce conflit mondial. Certes, la rivalité commerciale anglo-allemande ou les tensions franco-allemandes dans certaines zones extra-européennes ont pu jouer un rôle dans la marche vers la guerre, mais

pour l'essentiel, ce sont les exaspérations nationalistes qui ont déclenché le drame en Europe. Dans les Balkans, cette « poudrière de l'Europe », deux guerres en 1912-1913 avaient déjà montré l'ampleur des antagonismes nationaux, mettant en cause la capacité des puissances à tenir la situation bien en main. A l'intérieur même des puissances, le nationalisme fut un bon moyen de galvaniser les énergies ; ainsi en Russie, le Gouvernement tsariste aux prises avec des difficultés sociales grandissantes (le nombre de grévistes augmentait de manière spectaculaire en 1913-1914, la bourgeoisie russe aspirait à gouverner vraiment le pays) espéra reformer l'unité nationale autour de lui par une politique « nationaliste pan-slave » (voir les descriptions de la mentalité collective russe dans *Août 1914* de Soljenitsyne) ; au moins au tout début du conflit cet objectif fut atteint. De même en Allemagne, la menace du tsarisme russe permit au régime impérial de faire taire les oppositions politiques dans la *Burgfriede* (trêve civile), lorsque la guerre éclata, interdisant à la Sozial-Demokratie une puissante réaction pacifiste, et réalisant du même coup ce que les historiens allemands ont appelé plus tard le « social-impérialisme » (« la tentative de la part du pouvoir politique et des groupes sociaux qui le soutenaient de régler les problèmes sociaux, non par des réformes profondes, mais par une idéologie de grandeur et d'expansion coloniale en vue de conserver le statu quo à l'intérieur » H. Boehme)³. En France aussi, la défense de la patrie attaquée fit taire les pacifistes ou les internationalistes, le nationalisme trouvant là une nouvelle légitimité.

Cependant, au commencement de la guerre, aucun Empire ne fut menacé d'éclatement du fait des nationalismes. C'est la durée imprévue du conflit, sa dureté, son coût humain et économique trop élevé, qui modifia les enjeux et les comportements. En particulier, après les inutiles boucheries de 1916, la lassitude dominante permit l'apparition de facteurs dissolvants au sein de certains Empires. Si les révolutions russes furent les événements les plus spectaculaires en 1917, elles ne furent pas les seules à susciter des décompositions. Afin de hâter la victoire militaire dans le Proche-Orient, les Britanniques décidèrent d'user du nationalisme arabe et de soutenir directement les prétentions de princes arabes contre le pouvoir du Sultan ottoman. Dans la zone danubienne et balkanique, les alliés, la France notamment, finirent par apprécier les revendications des nationalistes tchèques, ou slovaques, exprimées par T. Mazaryk, E. Benes, Stefanik, aboutissant à la mise en cause de l'Empire austro-

3. *Ibid.*, p. 227.

hongrois. Alors qu'au début de la guerre, il n'était pas question de fracturer cet Empire, en 1918, exactement pendant l'été 1918, la dislocation de l'Autriche-Hongrie fut admise par un Clemenceau, trop heureux de ruiner cet Empire catholique. Le cas polonais était aussi éclairant : pour s'assurer la complaisance des Polonais, voire même leur actif soutien militaire, les trois régimes impériaux qui se partageaient le territoire polonais en vinrent à promettre l'autonomie la plus large et une véritable reconnaissance de la spécificité polonaise bien avant 1918. Sans doute chaque Empire escomptait que l'autre, l'adversaire, ferait les frais de cette reconstitution, mais un processus nouveau était ainsi mis en route. Que dire des promesses faites par le Gouvernement provisoire russe aux peuples allogènes au nom de la neuve démocratie ! Le slogan du Droit des Peuples à disposer d'eux-mêmes était populaire en Russie parmi les partis de gauche avant que le président W. Wilson en fasse un des buts de guerre américains. En fait, dans la recherche de l'autorité politique sur les territoires de l'ex-Empire tsariste, chaque parti en présence sentait bien que l'appui des différents peuples allogènes constituait un atout important ; Lénine en fut plus que tout autre convaincu, même si pour lui ce pouvait être une tactique momentanée précédant le bouleversement majeur de la grande révolution prolétarienne mondiale.

Les nationalismes dans le règlement de la paix

Lorsque la guerre se termina en Europe, à l'automne 1918, un mouvement général était déjà enclenché. Partout les nationalismes « libérateurs » l'emportaient. La reconstitution d'une Pologne indépendante ne faisait plus de doute, d'autant qu'elle pouvait être un utile barrage contre la perversion bolchévique. La Tchécoslovaquie était créée sur le terrain par les héros nationaux déjà cités. Les Slaves du Sud, Serbes, Croates et Slovènes avaient fini par surmonter leurs divisions et décidé de la constitution d'un nouvel Etat, un royaume qui portera le nom des trois peuples sous l'autorité d'un roi d'origine serbe, Alexandre. La Roumanie indépendante, battue en 1918 par les Empires centraux, avait dû admettre sa vassalisation politique et économique ; à peine ses vainqueurs furent-ils défaits à l'automne, que le Comité national roumain, formé par des exilés, organisa un peu partout des manifestations populaires d'adhésion à la nouvelle Roumanie, élargie de territoires récupérés sur les vaincus (Transylvanie sur les Hongrois, Bessarabie sur les Russes). Une nouvelle carte d'Europe centrale était dessinée avant les traités

de paix. Sans doute celle-ci n'aurait pas pu subsister ensuite si les puissances victorieuses n'avaient pas été décidées à admettre ces changements ; mais comment les alliés victorieux auraient-ils pu oublier les réalités sur le terrain et, plus encore, les promesses publiques faites par le nouvel héros, véritable justicier, défenseur du droit, Wilson ? Dès janvier 1918, dans sa fameuse Déclaration en 14 points, le Président des Etats-Unis avait bien défini l'orientation du monde de demain tel que ce démocrate, idéaliste et réaliste, l'avait envisagée : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes devenait l'un des axiomes essentiels du futur système international. Justice pour tous les peuples et toutes les nationalités !

Les traités signés en 1919-1920 devaient suivre cette ligne théorique. En fait, les rapports de forces interalliés, la peur du bolchévisme, la crainte d'une hégémonie française sur l'Europe contribuèrent beaucoup aux décisions finales. Toutefois au nom du respect des nationalités, un Empire était totalement condamné, l'austro-hongrois ; un autre était amoindri, l'allemand ; un troisième paraissait devoir bientôt éclater, le russe. Un quatrième devait également succomber mais selon des perspectives imprévues par les auteurs des traités, l'ottoman. Le traité de Sèvres (10 août 1920) qui fixait son sort avait maintenu le régime existant du Sultanat, tout en amputant le territoire ottoman de portions considérables — péninsule arabique, zone de l'Irak, Syrie, Liban, Palestine et même région de Smyrne accordée à la Grèce. La réaction nationaliste ne vint pas du sultan trop faible, mais de l'armée dirigée par le général Mustafa Kemal ; au nom du peuple turc qui se considérait comme bafoué dans ses droits sur tout le territoire de l'Asie mineure, une guerre d'indépendance menée contre les Grecs aboutit au rejet de ceux-ci hors de l'Asie mineure et à la constitution d'une Turquie unifiée. La nouvelle Turquie s'empessa de se donner une pureté raciale, linguistique, religieuse, n'hésitant pas à chasser de son territoire des Grecs établis là depuis des générations, de même que les Arméniens avaient été éliminés violemment pendant la Grande Guerre. Au faible Empire ottoman succédait un Etat encore pauvre, mais original, trouvant dans le ressort national sa légitimité. Du coup, celui-ci ne cherchait pas à reconquérir les terres perdues au sud et à l'est car considérées comme non turques, sauf pour la région d'Alexandrette. Les nationalismes arabe, syrien, libanais, irakien, kurde, etc., pouvaient espérer également une prompte réalisation. C'est tout le Moyen-Orient qui était ébranlé, au moment où on commençait à percevoir les potentialités de cette région dans le domaine pétrolier.

L'intérêt des grandes puissances pour le pétrole et la position stratégique du Moyen-Orient pour l'Empire britannique affaiblirent considérablement les espoirs des nationalistes locaux. Les Etats « indépendants », tels l'Irak ou l'Arabie saoudite ou la Transjordanie furent soumis à la tutelle anglaise, tandis que la France maintenait le Liban et la Syrie sous un régime de protectorat, fort peu éloigné du statut colonial. Les promesses faites pendant la guerre par Lord Balfour en direction des Juifs de Palestine furent laissées de côté par le pouvoir britannique sans que Juifs et Arabes oublient le geste accompli. En vérité, sans que les différents protagonistes en soient très conscients encore, le processus de la décolonisation se mit en marche dans cette région menaçant les Empires coloniaux britannique et français. La proximité de la Russie bolchévique qui soutenait ostensiblement les mouvements d'indépendance nationalistes externes pour des raisons faciles à comprendre aviva encore les tensions et permit à des chefs locaux en Afghanistan et en Perse (Iran) d'élargir leur marge de manœuvre vis-à-vis du pouvoir britannique. Si la Grande-Bretagne demeurait encore suffisamment forte pour tenir en lisière les nationalistes de cette zone, il n'en restait pas moins que le nationalisme dans ces pays musulmans était devenu un facteur déterminant avec lequel chacun devait compter.

Nationalisme et décolonisation

En évoquant les résultats de la première guerre mondiale en Europe et dans le Moyen-Orient, on pourrait avoir l'impression qu'il s'agit d'ébranlements régionaux ; or, le choc de ce conflit est beaucoup plus vaste ; il touche le monde entier dans la mesure où les idéaux mis en avant par la propagande de guerre, telle l'exaltation de la Nation, peuvent être repris par les peuples du monde entier. Mener une guerre pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ou bien pour plus de démocratie, recourir à des plébiscites pour déterminer le sort de tel ou tel groupe humain, promettre une prochaine accession à l'indépendance pour les territoires sous tutelle, créer une Société des Nations chargée entre autres missions de surveiller cette évolution vers l'indépendance constituent autant de raisons de vouloir changer les rapports existant entre les Empires, notamment coloniaux, et les Nations. Par exemple, comment la bourgeoisie chinoise pourrait-elle admettre que la Chine, théoriquement victorieuse, puisse être maintenue dans son statut antérieur de vassale des Européens ? La grande manifestation du 4 mai 1919 à Pékin pour protester contre l'indifférence des puissances devant

les revendications nationales chinoises est justement tenue aujourd'hui par les historiens chinois comme la charnière entre l'histoire moderne et l'histoire contemporaine de leur pays, tant elle exprime la volonté d'une nouvelle génération chinoise d'accéder enfin à l'égalité vis-à-vis des autres Nations⁴. Il faudra cependant encore trente années pour que la victoire du communisme en Chine signifie aussi la reconnaissance de l'indépendance nationale, mais l'entre-deux-guerres est marquée par la poussée du nationalisme en Chine, exprimé tant chez Sun Yat Sen que chez Tchang-Kai-Tchek.

Une semblable revendication d'indépendance se retrouve en Inde, où le Mahatma Gandhi tout comme J. Nehru, sous des formes variées, luttent contre l'occupant britannique. La lecture des lettres adressées par Nehru à sa fille Indira, tandis qu'il est emprisonné pendant plusieurs années, publiées dans un livre *Glimpses of World History*, montre remarquablement les schémas mentaux du leader indien et le poids de l'histoire européenne dans la prise de conscience de la nécessité de l'indépendance indienne ; la Révolution française est analysée sous cet aspect, symbole d'une juste recherche d'égalité et de justice, y compris lorsque celle-ci eut recours à la violence et à la terreur pour triompher. Nehru admet la légitimité de cette violence révolutionnaire, même si lui-même suit les principes de la non-violence inculqués par Gandhi, au moins pour le moment ; car, si les Britanniques se refusent à toute véritable évolution, l'emploi de la force ne sera-t-il pas légitime ? Quel que soit le moyen employé pour vaincre, l'Empire des Indes doit disparaître pour faire place à un Etat où les Indiens se sentent en leur Nation⁵. Mais ce futur Etat sera-t-il aussi celui des non-Hindous, celui des Musulmans ? Sans aucun doute pour Gandhi ou pour Nehru. On sait que l'indépendance en 1947 fut le signal d'une gigantesque tuerie entre les peuples des deux confessions opposées, mais à l'origine les nationalistes indiens pensaient pouvoir résoudre pacifiquement cette difficulté.

Réaliser un véritable Etat national devait en effet apporter la solution de bien des problèmes sociaux ou économiques aux yeux des leaders nationalistes avant que la décolonisation ne fut accomplie. En lui-même et par lui-même le colonialisme était incapable d'apporter justice et démocratie ; l'empire colonial signifiait asservissement, inégalité autant que négation de la civilisation indigène pour tous les dirigeants des mouvements nationalistes en Asie. Du coup,

4. Jean Chesneaux et F. Le Barbier. *Histoire de la Chine*, t. 3. Hatier, 1975.

5. Jawaharlal Nehru, *Glimpses of World History*, Bombay, 1962.

les solutions de compromis imaginées par le pouvoir colonial britannique pour garder l'essentiel, c'est-à-dire la présence dominante au sommet, quitte à admettre localement des pouvoirs indigènes, peut-être même un pouvoir central limité (le système dit de l'*indirect rule*) étaient rejetées par les nationalistes indiens.

Plus tard, après la seconde guerre mondiale, les Français aux prises avec les mêmes difficultés en Indochine imagineront des compromis comparables, en essayant par exemple de faire de l'empereur d'Annam Bao Dai un souverain indépendant en théorie, à peine autonome en pratique, sans pouvoir y parvenir. C'est que l'on touche ici au point crucial qui, au fond, a interdit une suffisante évolution du système colonial pour faire l'économie de la décolonisation, souvent incomprise, parfois sanglante, toujours traumatisante pour les deux partenaires, le colon et le colonisé. *L'idéal national ne supporte pas vraiment l'égalité entre les colons et les colonisés puisqu'il se centre sur un concept de la Nation fondamentalement hétérogène par rapport à la Nation colonisatrice*, même si les idéaux ou les mœurs de cette autre Nation peuvent être admis ou compris. Les nationalistes dans les colonies ont pu parfois, notamment au commencement de leur lutte, être tentés par un idéal d'assimilation ou d'égalité avec les citoyens de l'Etat colonisateur, mais, très vite et très tôt, ils rejetèrent ce « compromis », car le principe même de leur action était de faire admettre leur différence vis-à-vis de l'autre, c'est-à-dire du colon et de sa Nation. Tous les arguments qui vont dans le sens d'un approfondissement de la différence sont bons : on se tourne vers une histoire mythifiée pour se découvrir des racines nationales ; on souligne les différences religieuses pour refuser, de fait, l'œcuménisme des religions — tout en proclamant souvent une laïcité complaisante ; on tente de faire surgir des solutions économiques neuves parce que fondées sur les coutumes locales en croyant pouvoir adapter les solutions des pays européens à ce fond local, qu'il s'agisse de libéralisme ou de socialisme. Dans ces conditions, il ne peut plus exister d'Empire qui rassemblerait des peuples divers, sauf à les maintenir par la force armée.

La décolonisation et ses limites

Les puissances colonisatrices comprirent plus ou moins vite, plus ou moins complètement, cette radicalisation. En affaiblissant l'Europe de manière considérable, la seconde guerre mondiale porta le coup décisif à la colonisation et donc aux Empires coloniaux. En Asie d'abord, en Afrique ensuite, l'indépendance l'emporta en

une courte période par rapport au temps long de la colonisation.

En une vingtaine d'années la majeure partie des territoires coloniaux accéda à l'indépendance politique. Leur rapide entrée à l'ONU parut être la reconnaissance universelle de leur poids dans le système international ; sur les 74 nouveaux Etats membres de l'Organisation, entre 1946 et 1968, 61 étaient des nouveaux Etats décolonisés. Le monde changeait de physionomie. Tour à tour, les vieux Empires coloniaux, parfois rénovés par certaines modifications structurelles, Union française au lieu d'Empire, s'effritèrent, puis disparurent ; les Nations asiatiques ou africaines avaient seules droit d'existence. Cependant cette mort des Empires laissait des traces curieuses ou imprévues qui pouvaient faire douter de la force des nationalismes.

Tout d'abord, on remarqua la permanence des frontières constituées par les ex-puissances coloniales, même lorsqu'elles avaient été tracées par des fonctionnaires de la colonisation sans souci majeur des frontières ethniques. Les nouvelles Nations rassemblaient des peuples qui ne parlaient pas forcément la même langue, ne suivaient pas les mêmes rites religieux, ne procédaient pas d'une même histoire. Lorsque des modifications sensibles se produisaient, comme dans l'ex-Empire des Indes, elles étaient souvent dues à de violents conflits d'origine religieuse. Les frontières en Asie ont dans l'ensemble été plus modifiées qu'en Afrique depuis la décolonisation ; toutefois même en Asie le legs du passé colonial est significatif. Le géographe Michel Foucher a pu mesurer avec précision cet héritage colonial : en Afrique, 87 % des frontières existantes en 1985 étaient d'origine coloniale ; en Asie, plus de 45 % des frontières sont dues à des choix faits par les colonisateurs britanniques, russes, français, néerlandais⁶. Naturellement cette situation a déjà évolué et peut encore évoluer au gré des revendications « nationales » de telle ou telle ethnie ; mais la prudence des leaders africains ou asiatiques en ce domaine est révélatrice. Avant de s'attaquer à ces frontières du passé, encore faut-il être sûr qu'un réel sentiment national existe pour justifier l'entreprise.

Le second legs des Empires coloniaux touche au problème de la langue véhiculaire, ou langue nationale. La multiplicité des dialectes locaux, souvent répandus sur des superficies plus réduites que le territoire national, a entraîné le maintien de la langue du colonisateur comme instrument d'unité nationale, tout en assurant un meil-

6. Michel Foucher, *Fronts et frontières, un tour du monde géopolitique*, Fayard, 1988.

leur contact avec le monde développé. Souvent les poussées intégristes ou nationalistes prennent le prétexte du développement de la langue indigène pour mettre en cause cet emploi de l'ex-langue coloniale, mais les élites intellectuelles « modernisées », à l'inverse, en défendent l'utilisation. Ce débat souvent violent devient le débat pour ou contre « l'impérialisme culturel » de l'ancienne métropole, sans que celle-ci soit vraiment à l'origine du conflit intérieur. Curieux maintien de l'Empire au niveau culturel, ce qui n'est pas sans rappeler d'autres traces de culture ancienne après la mort d'anciens Empires, telle la culture latine ou la civilisation inca. Les Empires meurent-ils jamais complètement ?

La permanence des relations économiques avec l'ancienne métropole pourrait également en faire douter. Non seulement pendant les premières années qui s'écoulèrent après la décolonisation politique, mais de manière plus durable, les courants d'échanges « privilégiés » subsistèrent entre ex-colonies et métropole, surtout lorsque le pays décolonisé n'avait pas encore réalisé son « décollage ». La véritable décolonisation économique procède de la sortie du sous-développement, comme le montrent certains pays asiatiques. Auparavant, l'impérialisme économique reste encore vivace. D'où l'âpreté des revendications « nationalistes » sur ce sujet dans la période post-décolonisatoire ; sans indépendance économique, l'indépendance politique est tenue pour un leurre. L'Empire demeure même si l'*imperium* politique a disparu. Bien avant les pays africains ou asiatiques, les jeunes Etats du centre ou de l'est de l'Europe avaient appris à leurs dépens les limites d'une indépendance théorique, celle acquise sans que les forces économiques soient suffisantes pour éviter la tutelle des riches voisins. Dans l'entre-deux-guerres, les impérialismes économiques français ou allemand étaient craints et honnis par les hommes politiques polonais, bulgares ou roumains ; mais comment ceux-ci pouvaient-ils leur opposer des moyens suffisants devant l'incapacité de l'accumulation nationale ou leur statut de pays agraires sans industrie de transformation conséquente ?

Les conditions du divorce

Dès lors une question ultime, essentielle, doit être ici posée : pourquoi et comment les nationalismes de ces pauvres ont-ils pu s'imposer face à la force économique, culturelle des bâtisseurs d'Empire ?

Lorsqu'un groupe humain se sent, se veut, distinct des groupes qui l'entourent, une propension naturelle le porte à vouloir préserver

sa spécificité ; ce faisant, il s'expose à souffrir d'une discrimination politique, économique, culturelle, s'il est minoritaire ou plus faible que son entourage. Dans les sociétés anciennes, le tribut à payer à l'empereur était assez faible et le pouvoir central assez lointain pour que le poids de ces contraintes soit supportable. Dans les sociétés contemporaines, la situation diffère ; le développement du capitalisme a accentué les différenciations sociales tandis que les techniques permettaient une pénétration plus rapide et plus ample des « développés » chez les « attardés » ; en outre, l'Etat est devenu plus tentaculaire, intervenant fortement à travers l'impôt, la conscription militaire, la police, obligeant à suivre une loi commune souvent déterminée en dehors des minorités. Du coup, le sentiment d'être condamné à l'inégalité, de ne pouvoir accomplir une ascension sociale naturelle, s'est renforcé ; l'Etat est devenu surtout répressif, extérieur ou fermé à la minorité ; *la revendication nationale devient libératrice de servitudes personnelles*, d'autant plus ressenties qu'on a les capacités de s'insérer dans le monde moderne. Ce n'est pas le hasard qui place les bourgeoisies locales, les étudiants, les sous-officiers au premier rang des leaders « nationalistes » ; ceux-ci constituent les groupes les plus touchés par la discrimination impériale qui les réduit à rester au second rang, à ne pas trouver les emplois auxquels ils pourraient prétendre selon les études faites ou la durée de leur service armé. Ces blocages sociaux sont d'actifs ferments révolutionnaires ; aussi, plus une société évolue vers la croissance, plus elle s'insère dans la mondialisation de l'économie capitaliste, plus les inégalités ressortent, plus le nationalisme devient symbole d'égalité et de justice. Plus alors le nationalisme est une puissance.

Cette puissance aurait peut-être été insuffisante si un autre facteur complémentaire n'était intervenu. Les puissances dominantes, c'est-à-dire les pays développés, ont peu à peu pris conscience de l'inutilité d'une domination politique et sociale sur les faibles. L'évolution du capitalisme au cours du xx^e siècle le fait passer d'un système « national », où chaque puissance raisonne, calcule son intérêt propre, à un système « international » où les profits, les objectifs sont estimés par des firmes transnationales, par des Etats qui ont fini par retenir les avantages du libéralisme pour la croissance (abandon du protectionnisme douanier, libre circulation des hommes et des capitaux). Dans ce contexte, le maintien d'une autorité politique à travers une présence militaire ou policière coûteuse devient une charge insupportable ou un frein au développement. Au fond, les Etats-Unis avaient montré la voie lorsqu'ils préconisaient le régime de la « Porte ouverte » en Asie, lorsqu'ils accordaient l'indépendance

aux Philippines, lorsqu'ils faisaient de Porto-Rico un nouvel Etat, etc. Au milieu des années 50, lorsque la France s'engageait dans la guerre d'Algérie, certains experts faisaient remarquer que les Pays-Bas réalisaient une remarquable expansion depuis qu'ils avaient abandonné la charge de l'Indonésie, s'étant débarrassé du « complexe » impérial⁷. Pour les vieux Etats d'Europe occidentale, ne valait-il pas mieux s'intégrer dans une Communauté européenne, sans frontières économiques, plutôt que de conserver à un coût élevé des Empires où les forces nationalistes se renforçaient chaque jour. La France passa ainsi de l'Union française à l'Eurafrrique, puis à l'Europe. La Grande-Bretagne fut plus rapide pour aller de l'Empire au Commonwealth, mais plus lente pour aller vers l'Europe. Mais c'était bien la fin des Empires.

7. Jacques Marseille, *Empire colonial et capitalisme français, histoire d'un divorce*, Albin Michel, 1984.

RÉSUMÉ. — *Les Empires, qui, par principe, nient le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ont toujours suscité des réactions de la part des minorités nationales. Celles-ci sont-elles à l'origine de la fin des Empires contemporains ? L'analyse de la fin d'Empires comme ceux qui existaient presque partout dans le monde avant 1914 permet de saisir ce que fut le rôle de la première guerre mondiale dans ce processus, y compris au moment des Traités de Paix. Plus tard, la relation entre nationalisme et décolonisation passe au premier plan. Toutefois l'étude de cette décolonisation montre que la fin des Empires coloniaux ne fut pas liée seulement à l'action des nationalismes locaux, mais aussi à la stratégie des métropoles.*